

Taxation des transactions financières : la farce continue !

Posté le : 1 août 2012 22:56 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Monnaies et changes, Crise financière, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Docteur Fun



(c) 1994 David Farley et lapin.org pour la traduction - tous droits réservés

Le sujet de la Taxe dite Tobin du nom de son promoteur n'est pas anodin. Il touche au cœur même du système monétaire international, de facto détruit dans sa variante Bretton Woods depuis 1971 et de jure depuis 73 , et qui est à la source même du désastre économique général que nous connaissons comme nous l'avons inlassablement démontré.

Tobin avait parfaitement compris que les changes flottants apporteraient une instabilité et un manque de contrôle dans la mondialisation économique. Ils craignaient à juste titre les effets d'une dérégulation totale des mouvements de capitaux, notamment à court terme, dans un système de compétition débridée des Etats. Afin de rendre impossible une économie financière "casino" qui n'était que trop prévisible, il a proposé une massue : une taxe de quelques points de base permettant d'empêcher les opérations purement spéculatives sans toutefois empêcher les opérations financières basées sur l'investissement. Fini le Day Trading sur n'importe quoi et notamment sur les monnaies. Fini la spéculation perpétuelle sur des valeurs nominales dans le cadre de contrats n'ayant que le sens qu'on voulait leur donner.

La position de Tobin était parfaitement rationnelle. Nous lui avons toujours reproché d'être un expédient : la solution était dans le retour à un étalon monétaire international (cette fois ci détaché

d'une nation, fut-elle la plus importante du monde) et un système coordonné de changes fixes mais ajustables sous le contrôle d'une puissante institution comme le FMI (détachée également du veto américain). On notera en passant que dans un tel système, la crise actuelle de l'Euro n'aurait pas l'intensité destructrice de ces derniers jours.

Le débat est réellement crucial. Il est de ceux qui conditionnent notre avenir et celui de l'économie européenne et mondiale.

Comme on le sait ce débat est impossible. Les médias n'en parlent pas. Les économistes officiels regardent obstinément ailleurs. Pourquoi prendre le risque de se colleter avec les idées dominantes en provenance des pays anglo-saxons qui croient pouvoir prospérer sur la base débiliteuse des changes flottants ? Finis alors les jolis et juteux postes nationaux et internationaux, les cercles internationaux ou nationaux plus ou moins confidentiels, comme celui qu'on reproche aujourd'hui à M. Draghi !

Honneurs, carrière et argent sont dans le silence. Il est de fait assourdissant.

Attac, un charmant organisme communiste cherchant à survivre à l'effondrement de l'Union soviétique a mis le thème à la mode. Attaquons la "finance", celle que n'aime pas le Président Hollande, et pour cela brandissons l'épée de la taxe. Il est vrai que Tobin avait imaginé de donner le produit de la taxe aux ONG internationales. Alors on avait vu un certain nombre d'idiots utiles expliquer qu'avec une taxe infime on obtiendrait des sommes pharamineuses qui en un tour de main règleraient tous les problèmes du tiers monde.

Evidemment on était dans le mensonge intéressé et l'agit-prop : si une taxe est d'un rapport pharamineux c'est que la taxation est elle-même pharamineuse. Il n'y a pas de miracle.

Tobin se fendit alors d'un communiqué pour expliquer qu'il n'avait rien à voir avec ce ramassis de communistes en rupture de ban et en espérance de subventions phénoménales, cachés derrière le faux-nez de l'éducation populaire.

Nicolas Sarkozy, toujours à l'affût quand il s'est agi de piquer une idée à la gauche, annexera la Taxe Tobin mais en totale rupture avec l'idée de réforme du système monétaire international. Pour lui il s'agira simplement de politique politicienne et de fiscalité facile, à la Chirac avec son système de taxation des billets d'avion.

Les différents lobbies politiques commencèrent à se déchirer le pactole. On vit la taxe servir à réduire la fracture Nord-Sud, puis la fracture numérique, puis la conversion verte des pays en développement puis celle des pays européens. Mme Lagarde et Kouchner d'un même élan se fendirent d'un article ridicule que nous avons commenté en du temps sur ce blog. M. Douste-Blazy, l'évanescent on-ne-sait-plus-quoi, étonnant voyageur chargé à New York des ressources non conventionnelles, comme il y a des armes non conventionnelles, faisait du lobbying sur le thème "moi vouloir ces sous et vite".

Le produit de la taxe était convoité par tout le monde pour des prétextes divers (charité internationale, écologie, ...) et n'avait plus aucun rapport avec la question du désordre monétaire international.

Finalement Nicolas Sarkozy, dans la précipitation d'une campagne électorale délirante, fit voter une taxe sur les transaction financière de 0,1%, soit 20 fois plus importante que le projet Tobin mais portant sur presque rien. Il ne s'agissait plus que de collecter des ressources fiscales nouvelles pour l'Etat. Les Inspecteurs des Finances veillaient.

L'énarque Hollande devait faire encore plus fort encore plus nul.

Nous voici donc avec une taxe 40 fois plus forte que la taxe Tobin, totalement déconnectée des questions monétaires internationales, portant sur les achats d'une liste d'actions en bourse et rapportant prétendument un peu plus d'un milliard d'Euros, ce qui nous sauvera face au 1.700 milliards de notre dette (qui augmente régulièrement de quelques dizaines de milliards par an).

Pour satisfaire les lobbies du day-trading sur ordinateur, notamment la branche spécialisée de l'Ecole Polytechnique, avec des dépendances du côté de HEC, dont le président est "alumnus" on a décidé que la taxe ne s'appliquerait pas ... aux spéculateurs. Les ordinateurs qui sont la source de 80 à 90% des ordres d'achat pourront continuer à chauffer. Ils sont responsables de ce yoyo à fortes variations (2 à 3% à la baisse, deux à trois % à la hausse) et du vol caractérisé des intervenants non informatisés ? On s'en fiche.

Les CDS : on ne touche pas.

La monnaie : pas touche non plus.

Ce n'est finalement rien d'autre qu'une taxe nouvelle et ciblée sur le déplacement de capital d'une forme à une autre. On a créé un type d'impôt inédit pour gagner six francs six sous. Effets pervers : les actions des titres concernés ne seront plus négociées à Paris ou si elles le sont, avec des coûts supplémentaires qui limiteront l'accès à l'épargne. Tout le monde s'en fiche. Du moment que l'épargne va dans les poches qui financent la dette, le reste n'a pas d'importance.

Le plus drôle est la tête déconfite des ONG. M. Hulot proteste au nom de l'écologie. D'autre au nom de la lutte contre le Sida, d'autres enfin par habitude de quémandeurs frustrés. On attendait des milliers de milliards et voici qu'on nous fait l'aumône d'un misérable 10% d'une collecte fiscale minable. Comme si 100 millions d'Euros ce n'était rien en ces temps de disette. Citoyens ne vous attendez pas à savoir où cette manne ira. Personne ne vous le dira dans le détail. Copains et coquins vont se régaler en faisant semblant de pleurer pour réclamer plus, plus tard. Il n'y a pas que les cultureux de gauche pour manipuler la sébile et la grenade.

La taxe sur les transactions financières a été détournée de son rôle théorique pour devenir un impôt de plus, de justification incertaine, avec une distribution affectée abusive bien que modeste de son produit à des quémandeurs professionnels.

Une parfaite farce. Tout fait dans le genre de M. Hollande, le roi du nègre-blanc, qui doit bien rigoler en pensant aux petits calculs désespérés de N.Sarkozy pour "faire gauche". Il a tant d'humour.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile